

Contre tous les régimes d'apartheid : De l'occupation de la Palestine aux frontières globales

Against all Apartheid Regimes: From
the Occupation of Palestine to Global
Borders

Une déclaration de solidarité de Border Forensics, novembre
2023

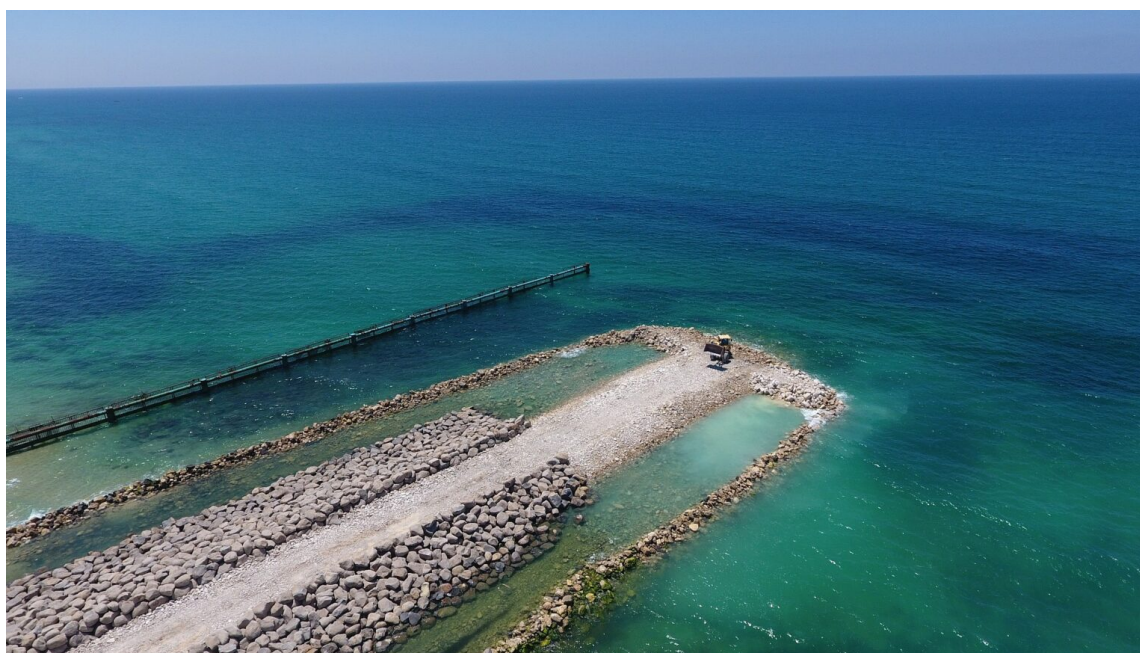


Image © Israel Ministry of Defense

Alors que la violence est structurelle au régime imposé par Israël au peuple palestinien depuis 1948, les dernières semaines ont été marquées par une escalade sans précédent. Le 7 octobre 2023, les forces du Hamas ont franchi la barrière de Gaza. Cette clôture délimite le blocus qu'Israël impose à Gaza depuis 16 ans, qui a transformé Gaza en une prison à ciel ouvert et violé les droits les plus fondamentaux des Palestiniens de Gaza. S'il faudra encore du temps pour faire toute la lumière sur le déroulement des événements, nous savons que pendant l'opération militaire du Hamas, plus de 1200 civils, pour la plupart des citoyens israéliens, ont été tués dans des actes de violence horribles, tandis qu'environ 240 otages ont été amenés à Gaza. Depuis lors, revendiquant le droit de se défendre, Israël a déclenché une guerre de haute intensité contre Gaza, avec le soutien total des États du Nord global. Alors qu'Israël prétend cibler le Hamas afin de neutraliser la menace qu'il représente, il s'attaque de fait de manière disproportionnée à la population de Gaza, qui a été uniformément décrite par le ministre israélien de la défense comme des « animaux humains ». À ce jour, plus de 13000 personnes ont été tuées, et l'horrible violence à laquelle nous assistons ne montre aucun signe de diminution. Nous pleurons toutes les vies, en particulier celles des civils, qui ont été perdues au cours du mois dernier, et avant, en raison de la violence et de la contre-violence générées par l'occupation de la Palestine.

L'équipe de Border Forensics suit avec angoisse et colère l'actuelle flambée de violence. Notre équipe comprend des membres israéliens et juifs, ainsi qu'un membre palestinien, qui sont donc directement concernés. En outre, tous les membres de notre équipe quelles que soient leurs origines ont en commun l'objectif de lutter pour la liberté, l'égalité et la justice pour tous, ainsi que notre opposition à toutes les formes d'oppression. Nous reconnaissons une profonde résonance et continuité entre la violence de l'occupation israélienne et la violence des frontières que nous documentons et contestons à travers nos enquêtes.

En plus de l'Holocauste qui a entraîné la mort de 6 millions de Juifs aux mains du régime nazi et de ses complices, la fermeture raciste des frontières des États européens et des États-Unis d'Amérique aux Juifs fuyant les persécutions a contribué à éloigner la perspective pour les Juifs de vivre dans la dignité et la sécurité en Europe et en Amérique du Nord. En conséquence, la fondation d'un État pour le peuple juif dans l'ancien mandat britannique de Palestine a été perçue comme une nécessité par un plus grand nombre de réfugiés juifs. La fermeture des frontières dans le passé, à laquelle nous nous opposons aujourd'hui, a donc joué un rôle important dans la fondation même d'Israël en Palestine.

Après avoir expulsé plus de 700 000 Palestiniens en 1948, les Juifs ont hérité des politiques coloniales britanniques et les ont approfondies, imposant finalement un régime d'apartheid au peuple palestinien avec différents éléments en Israël, en Cisjordanie et à Gaza. Si la nature de ce régime est apparue depuis longtemps aux intellectuels et militants palestiniens, la réalité de l'apartheid est aujourd'hui de plus en plus reconnue, y compris par des organisations de défense des droits de l'homme telles que Human Rights Watch et Amnesty International. Les Palestiniens se voient refuser la reconnaissance de leur autodétermination et de l'égalité des droits. Toute une série de pratiques sont conçues pour les maintenir systématiquement à l'écart et en position d'infériorité par rapport aux Juifs israéliens,

notamment en leur accordant des droits différents en matière de mobilité. Ce cas d'apartheid résonne avec le régime de mobilité semblable à l'apartheid que les États puissants imposent sur la base de la citoyenneté, de la classe et de la race à la plupart des populations du Sud. Ce régime de mobilité inégal est à la base des formes changeantes de violence des frontières que nous documentons et auxquelles nous nous opposons.

La résonance que nous voyons entre l'apartheid israélien et l'apartheid mondial de la mobilité est vécue comme une continuité dans les trajectoires des nombreux réfugiés palestiniens que nous avons rencontrés au cours de nos enquêtes ces dernières années. Qu'ils tentent de traverser la Méditerranée, les Balkans ou l'Europe de l'Est, les frontières européennes continuent de priver les Palestiniens de leurs droits, et de leurs droits à la mobilité en particulier, tout comme le régime d'apartheid qu'ils ont fui. Même après avoir atteint le sol européen, nombre d'entre eux restent pendant de longues périodes sans que leur droit de séjourner et de travailler soit pleinement reconnu, rejoignant ainsi d'autres personnes du Sud global en tant que citoyens européens de seconde zone.

De par les résonances et les continuités entre le régime d'apartheid imposé aux Palestiniens et l'inégalité vécue par les migrants illégalisés du Sud et autres personnes négativement racisés, les sentiments de solidarité avec les Palestiniens sont très répandus parmi eux. Cependant, l'assimilation générale des expressions de solidarité avec la Palestine à l'antisémitisme, dont nous sommes témoins en Europe et dans le Nord global, nie la légitimité de ces sentiments et de ces expériences. Le contrôle des limites de la liberté d'expression en ce qui concerne la Palestine a donc également pour effet de renforcer les frontières raciales qui traversent déjà les sociétés du Nord global.

En tant qu'organisation, nous reconnaissons la continuité entre le régime d'apartheid imposé aux Palestiniens et la hiérarchisation des droits et des vies imposée par les régimes de frontières violents auxquels nous nous opposons dans le Nord global. Depuis les différentes positions et chemins de solidarité de nos membres, nous considérons qu'il est de notre devoir d'être solidaires avec le peuple palestinien et avec ceux qui se voient refuser le droit d'exprimer cette solidarité. L'antisémitisme est un phénomène réel et qui doit être combattu partout où il se manifeste, comme toutes les autres formes de racisme. Il ne doit cependant pas être confondu avec les demandes de libération nationale, d'égalité ou de justice. Nous condamnons la légitimation du massacre de la population de Gaza par les États du Nord global et nous nous associons à toutes les voix qui exigent un cessez-le-feu immédiat et la fin de la violence contre les Palestiniens. Nous pensons qu'un tel cessez-le-feu devrait être lié à un échange de prisonniers et au retour des otages. Nous nous joignons également aux voix qui exigent la pleine reconnaissance de la vie, de la dignité et des droits du peuple palestinien et, en fin de compte, sa libération de l'oppression coloniale. C'est la condition d'une paix juste entre les Palestiniens arabes et les Juifs israéliens, du fleuve à la mer.

Nous appelons à une solidarité transnationale à travers et contre tous les régimes d'apartheid, partout où leurs politiques et leurs infrastructures de séparation se matérialisent.

DATE OF PUBLICATION

November 21, 2023

LOCALISATION

Genève, CH

LES MOTS-CLÉS

ADDITIONAL LANGUAGES

English